

---

SYRIE

## La communauté internationale met-elle de l'huile sur le feu syrien ?

Caroline Grimberghs

Mis en ligne le 04/07/2012

**Le CNAPD met en garde contre l'attitude de la communauté internationale vis-à-vis du conflit syrien.**

La communauté internationale met-elle de l'huile sur le feu syrien ? C'est le postulat de la CNAPD (Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie, coordination pluraliste d'organisations de jeunesse et de mouvements d'éducation permanente). "Si le conflit syrien s'enlise, c'est aussi parce qu'elle est amplifiée et exacerbée par la communauté



AP

internationale" [estime la CNAPD dans un communiqué publié ce mardi](#). "Il soutiennent tel groupe face à tel autre plutôt que de soutenir avant tout l'instauration d'un cessez-le-feu".

Créé en 1970, en pleine période de guerre froide, la CNAPD, qui a toujours eu pour objectif de sensibiliser l'opinion publique et mobiliser contre la guerre, reste attachée au multilatéralisme dans les relations internationales. Dans leur communiqué, ils accusent la communauté internationale de 'discours véhéments', là où d'autres estiment l'attitude de la communauté internationale pour le moins timorée au vu des 15.000 morts en 18 mois.

Fraîchement élu président du CNAPD, Carlos Crespo a répondu aux questions de **LaLibre.be** et justifie leur appel à une solution négociée.

**Ne pensez-vous pas qu'un conflit qui a déjà fait plus de 15.000 victimes a besoin d'être placé sous le feu des projecteurs pour ne pas devenir un combat silencieux et invisible en Occident ?**

Il est évident que la CNAPD est sensible aux pertes humaines et que nous louons de nos vœux une solution à la spirale de violence à l'œuvre en Syrie mais l'approche tendancieuse que nous critiquons est l'absence de médiatisation d'autres conflits tout autant si pas plus meurtriers. Dans l'est du Congo, au Mali, il y a moins d'intérêts occidentaux donc on en parle moins. Un mort est un mort de trop donc pas de comptabilité macabre mais une volonté d'attirer l'attention sur cet aspect des choses.

Si on veut sortir de ce conflit, il faut avant tout que la communauté internationale parvienne à parler d'une seule voix. L'Occident doit jouer de ses bonnes relations économiques avec la Russie et la Chine pour les obliger à se mettre autour de la table et trouver une solution politique à ce conflit. En encourageant les soldats à la désertion, certains responsables européens légitiment un potentiel recours à une intervention militaire que la CNAPD ne soutient pas. Et cette position n'enlève rien au fait que nous soyons choqué, comme tout le monde, par le sang qui ne cesse de couler en Syrie. Ce que l'on veut éviter, c'est l'enlisement dans une guerre civile et la solution politique nous paraît la meilleure voie pour cela.

**Dans votre communiqué, vous dites : « Les déclarations de l'OTAN sont autant de menaces aux normes internationales, à la paix et la sécurité». Le scénario de sortie de crise proposé à Genève ne va pas très loin dans ses recommandations. Or, vous avez l'air d'estimer que c'est déjà une prise de position trop importante...**

Par le passé, certaines actions de l'OTAN ont été de véritables menaces pour la paix et provoqués de nombreux morts civils. Je pense à la Libye ou à la Yougoslavie. L'OTAN a une responsabilité dans des conflits qui ont causé des pertes humaines et il ne faut pas perdre cela de vue. Quand on pense à l'Afghanistan ou à l'Irak, pays dans lequel la communauté internationale a opté pour une intervention militaire, on ne peut pas dire que ce sont aujourd'hui des exemples de stabilité et de dialogue interethnique apaisé. La Syrie est un pays complexe d'un point de vue ethnique et religieux et les relations entre les communautés pourraient être mises à mal par une intervention militaire. Certaines minorités, notamment chrétienne et alaouite (musulmans chiites), pourraient être en danger. Ce que l'on veut mettre en exergue c'est que le remède pourrait être pire que la maladie, à l'image des précédents afghans et irakiens. Ce n'est pas ici de la politique fiction. Même si le régime tombe, on peut être parti pour 15 ans de conflits. Ce scénario est un scénario catastrophe mais il est probable. Sauf si les protagonistes parviennent à une solution négociée.

**Croyez-vous encore à la possibilité d'une solution politique à ce conflit ?  
Encourager le dialogue, que vous estimez 'courageux, difficile mais nécessaire  
' dans votre communiqué, n'est-ce pas de l'angélisme excessif ?**

C'est la seule solution pour éviter un scénario à l'afghane et s'enfoncer dans une guerre civile. Une fois qu'on est dans une situation de guerre civile, il y a deux possibilités : soit on éradique un camp soit on aboutit à un cessez-le-feu. C'est cette dernière option que nous préconisons même s'il on sait que cela ne sera pas facile. Un règlement multipolaire est aujourd'hui impossible essentiellement en raison des intérêts économiques et politiques divergents des forces en présence. Même si Assad est, à juste titre, honni en Occident, et la répression imposée à son peuple, féroce, il faut aussi garder à l'esprit que les opposants ne sont pas des enfants de chœur. La solution politique ne sera pas la plus facile à obtenir mais certainement

la plus économe en termes de vies humaines. On a des moyens de pressions sur les belligérants et nous devons les utiliser pour les obliger à négocier le cessez-le-feu.

**Vous reprochez aux mandataires belges (et notamment à Mr Reynders) de mettre des pré-conditions.**

Didier Reynders ne joue pas un rôle apaisant dans ce dossier. Il fait des déclarations matamoresques, il parade aux réunions des 'Amis de la Syrie'. Or, les conséquences indirectes de ce conflit sont potentiellement gigantesques. Une intervention militaire pourrait avoir des effets dramatiques sur la crédibilité de l'Occident aux yeux des opinions publiques arabes pour lesquels notre image est déjà désastreuse. Le corollaire de cela, c'est que cela pourrait renforcer la légitimité d'Assad et être, finalement, contre-productif. Une déstabilisation plus large de la région est également toujours possible, à l'image de la situation actuelle au Mali, en partie due au retour de combattants de la garde rapprochée du clan Kadhafi qui a provoqué une accélération de la spirale de violence.